



**Conférence  
des Nations Unies  
sur le commerce  
et le développement**

Distr.  
GÉNÉRALE

TD/B(S-XIX)/PREP/4  
16 avril 2002

FRANÇAIS  
Original: ANGLAIS

---

CONSEIL DU COMMERCE ET DU DÉVELOPPEMENT

**RAPPORT DE LA TROISIÈME RÉUNION D'EXAMEN À MI-PARCOURS**

Genève, 25-28 mars 2002

**TABLE DES MATIÈRES**

<b>Chapitre</b>	<b>Page</b>
I. Examen de l'efficacité et du fonctionnement du mécanisme intergouvernemental .....	2
II. Bilan de la mise en œuvre des engagements et du programme de travail adoptés dans le Plan d'action de Bangkok .....	4
III. Débats interactifs et dialogue directif dans le contexte des perspectives et des enjeux découlant des changements survenus depuis la dixième session de la Conférence .....	5
IV. Déclaration de clôture .....	6
V. Questions d'organisation .....	7
<b>Annexe</b>	
Participation.....	9

## Chapitre I

### EXAMEN DE L'EFFICACITÉ ET DU FONCTIONNEMENT DU MÉCANISME INTERGOUVERNEMENTAL

(Point 2 de l'ordre du jour)

1. Pour l'examen de ce point, la réunion était saisie du document suivant:

«Informal Chairperson's paper dated 22 mars 2002».

#### Séances informelles

2. Le point 2 a été examiné en séances informelles.

#### Séance plénière de clôture

3. À la séance plénière de clôture, le 28 mars 2002, le représentant de la **République dominicaine**, parlant en sa capacité de Président pour l'examen du thème relatif au mécanisme intergouvernemental, a dit que, en dépit de la flexibilité et de la détermination manifestées par tous, il n'avait pas été possible de parvenir à un consensus, et un certain nombre de questions fondamentales restaient en suspens. L'annexe au tout dernier texte informel traitait du financement de la participation d'experts et contenait un certain nombre d'éléments nécessaires à toute solution sur cette question. Ce texte informel serait distribué et servirait de base pour de nouvelles consultations en avril.

#### *Décision du Conseil*

4. À sa séance plénière de clôture, le 28 mars, le Conseil a décidé de tenir des consultations informelles du 8 au 16 avril en vue d'achever les travaux relatifs au mécanisme intergouvernemental avant la réunion de Bangkok. L'Ambassadeur Cuello (République dominicaine) étant absent au cours de la période en question, le Conseil a demandé à l'Ambassadeur Ali (Bangladesh) de présider ces consultations informelles.

#### *Déclarations de clôture*

5. Le représentant du **Pérou**, parlant au nom du **Groupe latino-américain et caraïbe**, a dit que, malgré les efforts considérables déployés par toutes les délégations au cours de la réunion, les progrès obtenus sur plusieurs questions de fond figurant dans le texte relatif au mécanisme intergouvernemental étaient décevants. Le Groupe latino-américain et caraïbe comprenait que les négociations devaient être achevées avant la réunion de Bangkok et que le texte proposé constituait un tout indissociable, de sorte que rien n'était approuvé tant que tout n'avait pas été approuvé. Dans l'annexe à la dernière version du texte, l'expression «compte tenu en particulier des besoins des PMA» devrait figurer entre crochets, car il s'agissait d'un ajout qui n'avait même pas été examiné au cours des séances informelles et qui risquait de susciter un conflit avec la nécessité d'assurer une participation équilibrée de tous les pays en développement aux réunions de la CNUCED. Concernant le corps du texte, la question de l'absence de financement pour la mise en œuvre du paragraphe 166 du Plan d'action de Bangkok devrait être traitée à part. Pour ce qui était des sessions ordinaires du Conseil, leur ordre du jour devrait contenir

systématiquement un point sur une analyse des nouvelles difficultés rencontrées par les pays en développement, englobant notamment le suivi de la Conférence de Doha.

6. Le représentant de l'**Égypte**, parlant au nom du **Groupe des 77 et de la Chine**, s'est déclaré préoccupé par le peu de progrès accomplis dans l'examen du mécanisme intergouvernemental. Le Groupe des 77 souhaitait vivement poursuivre les travaux sur la base de ce qui avait été obtenu jusque-là.

7. Le représentant de **Sri Lanka**, parlant au nom du **Groupe asiatique et de la Chine**, a dit que le texte relatif au mécanisme intergouvernemental formait un tout, qui devait donc être accepté dans son intégralité, et non pas pièce par pièce.

8. Le représentant de l'**Ouganda**, parlant au nom du **Groupe africain**, a dit que l'annexe au texte sur le mécanisme intergouvernemental, qui traitait du financement de la participation d'experts, constituait un résultat appréciable.

9. Le représentant du **Bangladesh**, parlant au nom des **PMA**, s'est félicité de la solution qui avait été trouvée concernant le traitement, au Conseil, des questions relatives aux PMA.

## Chapitre II

### BILAN DE LA MISE EN ŒUVRE DES ENGAGEMENTS ET DU PROGRAMME DE TRAVAIL ADOPTÉS DANS LE PLAN D'ACTION DE BANGKOK

(Point 3 de l'ordre du jour)

10. Pour l'examen de ce point, la réunion était saisie de la documentation ci-après:

«Évaluation du programme pour 2000-2001: Note du secrétariat de la CNUCED»  
(TD/B(S-XIX)/L.1);

«Stocktaking in respect of the implementation of the commitments and work programme agreed to in the Bangkok Plan of Action: Second preliminary and incomplete working draft – 12 mars 2002.»

#### Séances informelles

11. Le point 3 a été examiné en séances informelles.

#### Séance plénière de clôture

12. La représentante du **Royaume-Uni**, parlant en sa capacité de Présidente pour l'examen du thème relatif à l'établissement du bilan, a dit que les discussions sur ce thème étaient achevées, à ceci près qu'un projet final de texte serait distribué pour observations d'ici au 4 avril.

13. Le représentant du **Pérou**, parlant au nom du **Groupe latino-américain et caraïbe**, a dit que le Conseil «prendrait note» du bilan, il ne l'«adopterait» pas, et que cela devait être explicite dans l'ordre du jour et le programme. Concernant le dernier projet de document de travail, le Groupe latino-américain et caraïbe éprouvait quelques difficultés à accepter les paragraphes 20 et 34 relatifs à la mise en œuvre du paragraphe 166 du Plan d'action de Bangkok, et il souhaitait que les vues qu'il avait exprimées au cours des discussions soient dûment reflétées dans le texte.

14. Le représentant de **Sri Lanka**, parlant au nom du **Groupe asiatique et de la Chine**, s'est déclaré satisfait de la transparence avec laquelle le bilan avait été établi et de l'équilibre obtenu dans le texte final.

15. Le représentant de l'**Uruguay** a dit que le texte relatif au bilan ne reflétait pas les vues de sa délégation et d'autres délégations sur la mise en œuvre du paragraphe 166 du Plan d'action de Bangkok. La délégation uruguayenne fournirait des observations et des suggestions à cet égard. Il devrait être bien indiqué que le texte relatif au bilan était un texte de la Présidente.

16. Le représentant de l'**Ouganda**, parlant au nom du **Groupe africain**, a dit que le document relatif au bilan était équilibré, et que cet équilibre devrait être préservé dans la version finale.

17. Le représentant de l'**Espagne**, parlant au nom de l'**Union européenne**, a dit que l'UE présenterait des observations sur le texte de façon que le résultat final recueille un soutien plus large encore.

### Chapitre III

#### DÉBATS INTERACTIFS ET DIALOGUE DIRECTIF DANS LE CONTEXTE DES PERSPECTIVES ET DES ENJEUX DÉCOULANT DES CHANGEMENTS SURVENUS DEPUIS LA DIXIÈME SESSION DE LA CONFÉRENCE

(Point 4 de l'ordre du jour)

18. Le représentant de la **Thaïlande**, parlant en sa qualité de Président pour le thème de l'examen à mi-parcours consacré aux débats interactifs et au dialogue directif, a dit qu'une note thématique, non éditée, établie par le secrétariat de la CNUCED sur les tables rondes prévues à Bangkok serait distribuée immédiatement, et qu'une réunion de réflexion aurait lieu le 5 avril sur la base de cette note. À Bangkok, un certain nombre de ministres participeraient aux tables rondes, mais toutes les délégations étaient également invitées à y participer.
19. Une présentation de Bangkok et de la Thaïlande a ensuite été proposée aux membres du Conseil par la Thaïlande, pays hôte.

## **Chapitre IV**

### **DÉCLARATION DE CLÔTURE**

20. Le **Secrétaire général adjoint de la CNUCED** a dit que l'examen à mi-parcours était extrêmement important pour le secrétariat en raison des orientations qui lui étaient ainsi fournies. Le document relatif au bilan constituait un excellent état des progrès réalisés et des futurs domaines prioritaires, et le Secrétaire général adjoint ne s'inquiétait nullement de ce qu'un accord n'ait pas encore été obtenu sur le mécanisme intergouvernemental.

## Chapitre V

### QUESTIONS D'ORGANISATION

#### A. Ouverture de la session

21. La troisième réunion d'examen à mi-parcours a été ouverte le 25 mars 2002, au Palais des Nations, à Genève, par M. Toufik Ali (Bangladesh), Vice-Président du Conseil.

#### B. Bureau

22. Les membres du Bureau, élus à la quarante-huitième session du Conseil, étaient les suivants:

Président: M. Ali Said Mchumo (République-Unie de Tanzanie)

Vice-Présidents: M. Iouri Afanassiev (Fédération de Russie)  
M. Toufik Ali (Bangladesh)  
M. Federico Alberto Cuello Camilo (République dominicaine)  
M. Douglas M. Griffiths (États-Unis d'Amérique)  
M<sup>me</sup> Eleanor M. Fuller (Royaume-Uni de Grande-Bretagne  
et d'Irlande du Nord)  
M. Virasakdi Futrakul (Thaïlande)  
M. Nathan Irumba (Ouganda)  
M. Toshiyuki Iwado (Japon)  
M. Kalman Petocz (Slovaquie)  
M. Jacques Scavee (Belgique)

Rapporteur: M. Federico Perazza Scapino (Uruguay)

#### C. Adoption de l'ordre du jour et organisation des travaux

23. L'ordre du jour de la réunion, adopté à la séance d'ouverture, était le suivant:

1. Adoption de l'ordre du jour et organisation des travaux.
2. Examen de l'efficacité et du fonctionnement du mécanisme intergouvernemental.
3. Bilan de la mise en œuvre des engagements et du programme de travail adoptés dans le Plan d'action de Bangkok.
4. Débats interactifs et dialogue directif dans le contexte des perspectives et des enjeux découlant des changements survenus depuis la dixième session de la Conférence.
5. Questions diverses.
6. Adoption du rapport.

#### **D. Adoption du rapport**

24. À la séance plénière de clôture, le 28 mars 2002, le Conseil a autorisé le Rapporteur à établir le texte définitif du rapport en y incorporant le compte rendu des débats de la séance plénière de clôture.

**Annexe**  
**PARTICIPATION\***

1. Les États membres de la CNUCED ci-après, membres du Conseil, étaient représentés à la première réunion d'examen à mi-parcours:

Allemagne	Jamaïque
Argentine	Japon
Autriche	Kenya
Bahreïn	Lettonie
Bangladesh	Madagascar
Bélarus	Malaisie
Belgique	Malte
Bénin	Maroc
Bhoutan	Maurice
Bolivie	Népal
Brésil	Nigéria
Bulgarie	Norvège
Chine	Oman
Croatie	Ouganda
Cuba	Paraguay
Danemark	Pays-Bas
Égypte	Pérou
Équateur	Philippines
Espagne	Portugal
États-Unis d'Amérique	République de Corée
Éthiopie	République dominicaine
Fédération de Russie	République tchèque
Finlande	Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord
France	Sénégal
Guinée	Singapour
Haïti	Soudan
Honduras	Sri Lanka
Inde	Suisse
Indonésie	Thaïlande
Iran (République islamique d')	Tunisie
Irlande	Turquie
Israël	Viet Nam
Italie	Zimbabwe
Jamahiriya arabe libyenne	

---

\* La liste des participants porte la cote TD/B(S-XIX)/PREP/INF.3

2. Les États membres de la CNUCED ci-après étaient représentés en qualité d'observateurs:

Botswana

Djibouti

3. Les organismes intergouvernementaux ci-après étaient représentés à la réunion:

Bureau international des textiles et de l'habillement

Communauté européenne

Groupe des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique

Organisation arabe du travail

Organisation de l'unité africaine

4. Les institutions spécialisées et organisations apparentées ci-après étaient représentées à la réunion:

Fonds monétaire international

Organisation des Nations Unies pour le développement industriel

Organisation mondiale du commerce

Union postale universelle

5. Le Haut-Commissariat aux droits de l'homme et le Centre du commerce international étaient représentés à la réunion.

6. Les organisations non gouvernementales ci-après étaient représentées:

*Catégorie générale*

Centre d'échanges et coopération pour l'Amérique latine

Confédération internationale des syndicats libres

*Catégorie spéciale*

International Multimodal Transport Association

-----